

RÉPONSE DU GROUPE ORANGE
À LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP SUR
L'ATTRIBUTION DE FREQUENCES DANS LA BANDE 900 MHz
À LA RÉUNION

29 AVRIL 2022

VERSION PUBLIQUE

Sommaire

1 Attribution des fréquences de la bande 900 MHz à La Réunion	4
Question n°1	4
Question n°2	4
2 Echéance des autorisations d'utilisation des fréquences dans la bande 900 MHz à La Réunion.....	5
Question n°3	5
3 Autres.....	5
Question n°4	5

Dans la suite du document, « Orange » désigne le Groupe Orange.

Orange remercie l'Autorité de l'opportunité qui lui est offerte d'exprimer ses commentaires relatifs aux perspectives d'attribution de fréquences dans la bande 900 MHz à La Réunion.

La présente consultation publique présente un objectif général visant à attribuer la totalité de la bande 900 MHz de manière anticipée, soit d'une part les 5 MHz duplex de fréquences disponibles aujourd'hui, et d'autre part concomitamment au 5 GHz duplex précédents, les 29,8 MHz duplex attribués actuellement et à renouveler au 1^{er} mai 2025, sans donner de visibilité sur le processus et les conditions d'attribution à venir.

En premier lieu, il est difficile à ce stade pour Orange de se prononcer quant à une attribution anticipée de la totalité de la bande 900 MHz sans de plus amples informations sur les modalités associées.

Toutefois, Orange souhaite que le renouvellement des fréquences qui lui sont actuellement attribuées dans la bande 900 MHz s'opère selon les modalités prévues dans les autorisations actuelles. En tout état de cause, Orange ne souhaite pas une remise en cause de ses droits acquis, et ce, conformément à la jurisprudence développée par le Conseil d'Etat.

De plus, nous pensons qu'une période de stabilité doit s'établir aujourd'hui au terme des longues procédures d'attribution dans les bandes 700 MHz et 3,4-3,8 GHz à La Réunion, souhaitant ainsi éviter des procédures en cascade.

Enfin, il nous semble plus judicieux d'effectuer les procédures de renouvellement de fréquences 900 MHz en même temps que celles des bandes 1800 MHz et 2,1 GHz, les autorisations de fréquences attribuées dans ces deux bandes ayant les mêmes échéances que le 900 MHz, soit également fixées au 30 avril 2025.

[SDA : ...] Un opérateur tel qu'Orange, disposant d'un fort potentiel économique et d'innovation dans ce territoire, est directement concerné par le renouvellement des fréquences dans la bande 900 MHz, de même que pour les fréquences dans les bandes hautes 1800 MHz et 2,1 GHz.

Par ailleurs, afin de ne pas démultiplier les procédures et donner une visibilité globale sur les territoires ultramarins dans l'Océan Indien, Orange propose d'inclure également Mayotte à ce stade des réflexions, puisque les autorisations qui y sont délivrées dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2,1 GHz présentent la même échéance qu'à La Réunion (30 avril 2025).

1 Attribution des fréquences de la bande 900 MHz à La Réunion

Question n°1 : Souhaitez-vous utiliser des fréquences dans la bande 900 MHz à La Réunion dès maintenant et au-delà de 2025 ? Quelle quantité ? Pour quel service ?

Orange utilise et souhaite utiliser les fréquences actuellement attribuées dans la bande 900 MHz [SDA : ...]. Ces fréquences sont actuellement utilisées [SDA : ...] essentiellement pour les services voix et sms, [SDA : ...].

Question n°2 : Le cas échéant, seriez-vous favorable à une attribution anticipée de la totalité de la bande 900 MHz à La Réunion ?

Orange n'est pas favorable à une attribution anticipée de la totalité de la bande 900 MHz à La Réunion dès lors qu'elle remettrait en cause les droits acquis des titulaires actuels par une nouvelle procédure d'attribution qui porterait sur l'intégralité des 35 MHz duplex. Orange est actuellement titulaire d'une autorisation d'attribution de fréquences dans la bande 900 MHz jusqu'au 30 avril 2025 et souhaite bénéficier du renouvellement de cette autorisation à son terme. [SDA : ...].

A contrario, si l'ARCEP prévoyait d'anticiper le renouvellement des fréquences, sans en modifier les quantités attribuées aux titulaires actuels et donner ainsi la visibilité aux acteurs pour leurs investissements à venir, Orange ne serait pas défavorable à une telle anticipation, sous réserve d'examiner les conditions précises de renouvellement proposées par l'ARCEP. [SDA : ...].

Orange s'interroge sur les modalités précises et les mécanismes d'une attribution anticipée telle qu'évoquée par l'Arcep. Orange s'interroge également sur ce que l'anticipation proposée pourrait signifier précisément. Orange souhaite rappeler que la décision n°2019-1753 de l'Arcep du 26 novembre 2019 modifiant les décisions n°2006-0141 et n°2007-0156 proroge l'autorisation d'Orange à utiliser des fréquences dans les bandes 900 MHz et 1800 MHz à La Réunion et 900 MHz à Mayotte jusqu'au 30 avril 2025. L'article 4 de la décision stipule : « Les conditions de renouvellement et les éventuels motifs de refus du renouvellement de la présente autorisation seront notifiés à l'opérateur un an avant cette échéance ».

Le choix d'une éventuelle anticipation de l'ensemble des fréquences de la bande est donc contextuel aux 5 MHz duplex disponibles dans la bande, alors que rien ne le justifie a priori.

2 Echéance des autorisations d'utilisation des fréquences dans la bande 900 MHz à La Réunion

Question n°3 : Quelle échéance vous semble la plus appropriée pour l'attribution des 5 MHz dans la bande 900 MHz à La Réunion : le 21 novembre 2036 ou pour une durée de quinze ans à compter de la date à laquelle les lauréats sont autorisés à utiliser les fréquences attribuées et prolongeable pour une durée de cinq ans, le cas échéant ?

Orange considère que l'échéance donnant une prévisibilité maximale est à privilégier et est essentielle pour les acteurs économiques. Elle conduit à privilégier une durée de 20 ans, sinon 15 ans, à compter de la date d'attribution, avec la possibilité de prolongation pour une durée de 5 ans pour cette bande basse 900 MHz, aussi bien pour l'attribution des 5 MHz duplex disponibles que pour une éventuelle réattribution de l'ensemble de la bande 900 MHz.

Ainsi, pour les fréquences attribuées actuellement à Orange dans la bande 900 MHz dans la stricte application de l'article 4 de la décision n°2019-1753, nous souhaitons un renouvellement à partir du 1^{er} mai 2025 pour une durée de 20 ans, sinon 15 ans prolongeable pour une durée de 5 ans, soit à une échéance de 2040 voire 2045.

3 Autres

Question n°4 : Avez-vous d'autres remarques ?

Au-delà de la bande 900 MHz qui fait l'objet des questions précédentes, Orange souhaite également le renouvellement des quantités de spectre qui lui sont attribuées dans les bandes 1800 MHz et 2100 MHz dont les autorisations ont la même date d'expiration que celle de la bande 900 MHz à La Réunion.

La bande 1800 MHz est actuellement utilisée [SDA : ...].

La bande 2,1 GHz est actuellement utilisée [SDA : ...].

Ainsi, Orange souhaite avoir une visibilité non seulement sur le cadre de renouvellement de la bande basse 900 MHz conforme à l'article 4 de la décision n°2019-1753 mais aussi celui des bandes hautes 1800 MHz et 2,1 GHz.

En effet, il nous semble essentiel d'écarter tout risque de procédures en cascade sur de très courts délais alors que les fréquences attribuées dans ces bandes hautes arrivent également à l'échéance du 30 avril 2025 pour La Réunion.

La prévisibilité en matière de gestion de spectre est un élément-clé pour ne pas casser la dynamique de croissance des usages et du développement commercial des acteurs, dont celle d'Orange pour ses clients.

Par ailleurs, n'oublions pas également le territoire de Mayotte qui est dans une situation équivalente en termes d'échéance des fréquences de la bande 900 MHz au 30/04/2025, sachant que l'article 4 de la décision n°2019-1753 s'applique également au renouvellement de la bande 900 MHz à Mayotte.

La prise en compte de ces deux territoires de manière conjointe pourrait conforter la prévisibilité de la gestion du spectre pour cette bande et apporterait une efficacité au sein d'un dispositif de renouvellement.